

Présidentielle 2017

Défense, sécurité et paix

Quelle vision, quels engagements des candidat-e-s à l'élection présidentielle ?

Pour en débattre l'UEP organise une soirée en présence des porte-paroles locaux des candidat-e-s. Bâtie autour de quelques questions clés auxquelles ils seront invités à répondre, la réunion devrait permettre d'ouvrir avec le public un débat sur des aspects essentiels de la politique du pays sur lesquels l'avis des citoyens est rarement sollicité. Venez nombreux en débattre **le mercredi 29 mars à 20h00, salle de la Maison des syndicats, rue de l'Harteloire à Brest.**

Questions aux candidat-e-s

Quel avenir pour l'arme nucléaire ?

L'Assemblée générale de l'ONU vient d'approuver, à une très large majorité, la convocation au printemps d'une conférence pour la négociation d'un traité d'interdiction des armes nucléaires. A contre-courant de cette aspiration de la communauté internationale, la France s'est opposée à cette résolution.

Si vous êtes élu-e reconsidérerez-vous la position de la France? Et quel avenir envisagerez-vous pour notre force de dissuasion nucléaire ?

Vendre des armes en rafale ?

Au cours du dernier quinquennat, la France s'est affirmée comme l'un des tous premiers champions en matière d'exportation d'armes. Pour nombre d'entre elles, ces ventes ont été à destination de pays peu respectables, quand ce n'est pas en violation d'embargos de l'ONU ou de l'Union Européenne.

En matière de vente d'armes, les arguments économiques (défense de l'emploi, soutien de notre industrie d'armement, déficit extérieur...) doivent-ils l'emporter sur toute autre considération ? Par la vente de nos armes dans des zones à forte tension n'est-on pas en train de fabriquer des guerres, guerres servant à leur tour de prétexte pour écouler encore plus d'armes et valider la militarisation de nos économies en faillite ?

Dérèglement climatique, atteinte à l'environnement : défense pas responsable ?

Présentée comme l'une des réussites du quinquennat qui s'achève, la COP21 ne prend cependant pas en compte les activités militaires pourtant responsables de 20% environ du dérèglement climatique.

Trouvez-vous normal que les plus gros pollueurs soient ainsi exemptés de tout effort pour remédier aux atteintes sur le climat et l'environnement de leurs activités?

La France, le pays hôte de la COP21, est l'un des rares à ne pas avoir signé la convention onusienne ENMOD de 1978 qui interdit de modifier l'environnement à des fins militaires. Signerez-vous cette convention ?

Réarmement ou développement, quelle voie privilégier ?

En 2015 les dépenses militaires du monde sont environ de 1700 milliards de \$. Un record ! Et cependant cela ne suffirait pas. Pour preuve les Etats-Unis qui poussent leurs alliés dans l'OTAN à réarmer : le fameux 2% du PIB à réaliser dans la Défense. Dans le même temps l'aide au développement des pays pauvres régresse. Ainsi notre Aide Publique au Développement, que nous devons dans le cadre des Objectifs du Millénaire de l'an 2000 relever à 0,7% de notre PIB à l'horizon 2015, stagne à 0,35%. 2% ou 0,7% ? Pour la paix du monde et notre propre sécurité, de ces deux objectifs lequel vous paraît le plus important à atteindre ?

ONU, OTAN, UE : quels rôles pour la paix ?

Comment réformer l'ONU pour qu'elle demeure l'autorité de référence en matière de maintien de la paix et de la sécurité au plan international ? Le réarmement et l'élargissement de l'OTAN, cette alliance militaire occidentale héritée de la guerre froide, sont-ils des garants d'une plus grande sécurité du monde ? Quant à l'Union Européenne, la création d'une défense commune vous semble-t-elle la façon la plus appropriée pour elle d'honorer son prix Nobel de la Paix?

Moyen-Orient : comment sortir de l'impasse ?

Les bombes déversées sur Alep, Mossoul ou Raqqa sont-elles la bonne réponse à l'éradication de Daech et du terrorisme ? Peut-on trouver une issue politique au conflit en excluant de la négociation une ou plusieurs des parties concernées ? Si la résolution du conflit israélo-palestinien est une partie de la solution, notre complaisance vis-à-vis d'un gouvernement qui tous les jours bafoue les droits du peuple palestinien est-elle de nature à favoriser la paix ? La reconnaissance de la Palestine comme membre à part entière de l'ONU est un premier pas vers la paix. Les parlementaires français se sont déjà prononcés en ce sens. Il appartient désormais au chef de l'Etat d'officialiser cette reconnaissance. Si vous êtes élu-e vous y engagez-vous ?

Culture de défense ou culture de paix ?

Etat d'urgence permanent, création d'une garde nationale, pouvoirs de police renforcés...le spectre du terrorisme pousse à la militarisation de la société. Partout fleurit l'idéologie sécuritaire, la culture de défense. Avec le protocole 2016 « Armée-Ecole » son enseignement s'étend même désormais aux bancs de l'école primaire ! Que devient la culture, l'éducation à la paix, l'apprentissage du vivre ensemble, du respect des autres, de la fraternité ? L'introduction dans le système éducatif de la maternelle au supérieur d'une éducation à la paix et à la non-violence, ne vous semble-t-elle pas une manière plus efficace de construire un monde de paix ? Et pourquoi pas un ministère de la paix et de la fraternité pour coordonner toutes les actions en faveur de la paix?

Samedi 11 Mars de 14h00 à 17h30 Maison de l'International

Esplanade de la Fraternité, plateau des Capucins

Assemblée Générale de l'UEP

Un temps fort d'échanges et de propositions pour renforcer notre action pour la Paix.

Déroulement: 14h00 Accueil ; 14h30 Rapport d'activité ; 15h00 Travail en atelier ;
16h00 Pause ; 16h15 Bilan des ateliers, finances, projets ; 17h30 Conclusions

Paix et société

Une des questions essentielles soulevées au cours de cette Assemblée Générale, sera certainement :

- comment faire pour que l'indignation croissante des populations sur des faits de guerre, puisse se traduire en une prise de conscience permettant de progresser dans la perspective d'une société pacifiée et d'une paix durable ?

Sur cette idée générale se greffe la volonté de développer des actions multiples à partir de réflexions sur l'état des conflits dans le monde. « Les armes sont le problème et non la solution », celle -ci ne peut exister que dans la négociation, et c'est aux citoyens de pousser leurs gouvernements dans cette direction. C'est encore aux citoyens d'exiger que soit mis en application l'article 26 de la charte de l'ONU qui charge le Conseil de sécurité d'établir une réglementation des armements de manière « à ne détourner vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ». Notre combat contre l'armement nucléaire, onéreux, inutile, et dangereux, prend ici tout son sens.

Il est vrai qu'en évoquant cette question, nous ne pouvons passer sous silence ses répercussions sur l'industrie d'armement, et le sort des travailleurs qui y sont attachés. C'est une de nos préoccupations, Brest en connaît les conséquences. Pourtant nous nous devons de pousser plus loin notre réflexion vers de nouvelles voies à créer pour construire une économie de paix, tant il est vrai que l'investissement dans le domaine militaire n'est pas plus créateur d'emploi qu'un investissement similaire dans le domaine civil.

L'état de guerre permanent que connaît notre planète réclame des actions immédiates de la part des peuples, non seulement par solidarité envers les enfants, femmes, hommes, écrasés sous les bombardements, mais pour montrer aux belligérants notre détermination à exiger l'arrêt des conflits, et refuser leurs extensions à d'autres parties du globe.

C'est en ce sens que sur Brest, à partir d'une idée développée au cours de l'AG de l'UEP de 2015 s'est créé un « Collectif pour la Paix au Moyen-orient » (voir page1). Il permet une réaction ponctuelle et rapide aux divers événements, et aussi par des réunions régulières d'approfondir nos connaissances sur les moyens à mettre en œuvre pour étendre notre action en faveur de la Paix.

Il nous reste sûrement beaucoup à faire pour progresser. C'est l'orientation que nous voulons donner à cette Assemblée Générale de 2017 en se fixant pour objectif de **faire prévaloir la Sécurité Humaine sur celle des Etats.**

Groupe Education à la Paix

L'état de paix est celui du calme, de la sérénité, de la tranquillité, du vivre ensemble, état que nous désirons préserver. Mais des situations quotidiennes viennent parfois perturber nos aspirations de paix. Sommes-nous éloignés des situations de guerre entre les nations ?

Que veut dire la loi du plus fort ? Celui qui pense avoir raison, qui a un statut d'autorité, utilise les moyens de faire pression par la menace de sanctions sur celui ou celle qui doit obéir. Dans le domaine de l'éducation des enfants, des jeunes cette logique existe au-delà des positions d'explications sociologiques et psychologiques. L'idée de la sanction contient la connotation répressive. Il faut sanctionner pour « faire comprendre... »

Ce fonctionnement est le même que celui qui aboutit à des guerres entre des nations, seuls les moyens diffèrent. Un enfant ne désire que progresser dans un contexte de sérénité. Nous sommes unis dans la même aventure sur une petite planète perdue dans l'univers. Pourquoi se quereller en priorité sur nos différences ? La fraternité républicaine, la paix se construisent sur ce qui nous unit.

Notre groupe Éducation à la Paix agit dans les Écoles primaires pour aider les enfants à réfléchir et échanger sur des situations quotidiennes qui peuvent aboutir à des conflits. Aux enseignants, nous prêtons l'outil « Objectif Paix » qui leur permet de prolonger les discussions avec leurs élèves. En deux ans nous avons approché 820 enfants. Nous réfléchissons à une possibilité d'actions près des plus jeunes.

Nous organisons chaque mois un café débat d'échanges-discussions sur les thèmes liés la Paix.

Nous travaillons à la réalisation d'une Maison de la Paix à Brest.

Au cours de notre A.G. nous échangerons sur tout cela pour bâtir une République fraternelle. Rejoignez-nous.